

M. LENCO

Généralités et nouveautés techniques du recensement général de l'agriculture de 1970 en France

Journal de la société statistique de Paris, tome 114 (1973), p. 48-64

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1973__114__48_0

© Société de statistique de Paris, 1973, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

GÉNÉRALITÉS ET NOUVEAUTÉS TECHNIQUES DU RECENSEMENT GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE DE 1970 EN FRANCE

PREMIÈRE PARTIE

GÉNÉRALITÉS SUR L'EXÉCUTION DU RECENSEMENT DE L'AGRICULTURE 1970

APERÇU HISTORIQUE ET CONTEXTE INTERNATIONAL

1. Les méthodes de recensement ont évolué en Agriculture au cours du temps, en raison du développement des techniques statistiques, du niveau d'instruction générale de la population ⁽¹⁾, de la place de l'Agriculture dans l'économie du pays, de la structure des unités

1. 2 % des exploitations agricoles françaises seulement tiennent une comptabilité de gestion actuellement.

de production et des besoins d'information. Au XIX^e siècle, la France a procédé depuis 1840 à de grandes enquêtes agricoles décennales à partir de questionnaires communaux. Au XX^e siècle, fut seulement réalisé selon cette procédure le Recensement Général de l'Agriculture de 1929, de qualité médiocre. Après l'enquête agricole de 1942, réalisée pendant la dernière guerre pour la première fois à l'aide d'un *questionnaire individuel rempli en mairie*, le premier recensement général de l'Agriculture exécuté au moyen d'un *questionnaire individuel rempli par un enquêteur sur chaque exploitation* a été organisé en 1955-1956.

2. Le recensement de 1955 a permis d'obtenir des informations à peu près satisfaisantes sur les principales données de structure et les facteurs de production, mais n'a été qu'un demi-succès pour les raisons suivantes :

- manque d'expérience des services enquêteurs;
- préparation trop hâtive du fichier des exploitations en 1954-1955 et formation et encadrement insuffisants des enquêteurs, instructions d'enquête mal respectées, longueur des opérations sur le terrain étalées sur un an en certains endroits;
- climat social perturbé, sous-estimation des effectifs des divers cheptels recensés sur une période trop longue nuisant à l'homogénéité et sous-estimation des superficies portant des cultures intensives;
- questionnaire comportant des rubriques sur les productions mal adapté à un recensement; présence de questions avec des réponses non déclarées ou mal remplies; rubriques trop nombreuses;
- existence de 10 types de questionnaires avec tronc commun et questions par sondage qui ont posé des problèmes de répartition des questionnaires de chaque type dans les exploitations, ont compliqué l'exploitation des données et ont nuit au rendement des enquêteurs;
- échec de l'exploitation mécanographique sur ordinateur, retards dans l'exploitation mécanographique classique.

3. La France n'a pas participé aux recensements mondiaux de l'Agriculture de 1950 et 1960 malgré des engagements pris pour 1950.

Le recensement mondial de l'Agriculture de 1970 organisé sous l'égide de la F. A. O. (O. A. A.) a fait l'objet d'une recommandation pour un programme minimum mondial et spécial pour l'Europe. Par ailleurs, au sein du Marché commun, un programme supplémentaire C. E. E. a donné lieu à une directive.

L'observation des programmes minima proposés par l'O. A. A. et la Communauté économique européenne impose le respect de certaines définitions et l'existence de certaines questions introduites au niveau du questionnaire, ainsi que de certains programmes d'exploitation.

OBJECTIFS DU RECENSEMENT DE L'AGRICULTURE DE 1970

1. L'implantation et la formation progressives d'un réseau de statisticiens agricoles régionaux et départementaux depuis 1961, la bonne réalisation de nombreuses enquêtes spécifiques, parmi lesquelles les enquêtes structure échantillon-maître au 1/10 1963 et C. E. E. au 1/5 1967 tiennent une place prépondérante en tant qu'opérations de répétition pour un recensement, et le bon accueil des agriculteurs, ont permis d'envisager l'exécution du recensement de l'Agriculture de 1970 avec de bonnes chances de succès; la préparation étant

effectuée dans des délais convenables pendant les deux ans précédant le lancement des opérations sur le terrain par un petit groupe d'une dizaine de statisticiens agricoles au S. C. E. E. S. avec l'aide des statisticiens provinciaux.

2. Les objectifs visés par le Recensement de l'Agriculture de 1970 sont de trois ordres.

a) Il vise d'abord à recueillir des *informations simples et nombreuses qui font défaut concernant l'Agriculture et les exploitations à des niveaux géographiques très fins* (commune, canton, petite région agricole, etc.) pour localiser les spéculations et moyens de production, les types d'exploitations, et pour constituer de façon objective de nouvelles régions agricoles et pour fournir le matériel statistique nécessaire aux études les plus diverses (aménagement ruraux, etc.).

Le recensement général de l'Agriculture est par ailleurs l'occasion de procéder à une *actualisation des principales données de la statistique agricole annuelle* dont beaucoup de rubriques ne sont qu'estimées les autres années. Les phénomènes relativement rares peuvent être ainsi appréhendés.

b) Le second but du recensement est de *rassembler des informations simples et récentes sur les structures agricoles* pour les comparer à celles des dernières grandes enquêtes générales : recensement de 1955, enquête au 1/10 de 1963 (informations départementales), enquête C. E. E. au 1/5 de 1967 où l'on dispose de renseignements départementaux et par grande région agricole.

c) Comme il est impossible d'obtenir toutes les informations souhaitées satisfaisant à des objectifs et axes de recherche très différents en une seule visite, *le recensement doit servir de base de sondage*, et doit contenir des éléments pour élaborer des échantillons d'enquêtes spécifiques par sondage venant compléter les renseignements obtenus au recensement en certains domaines particuliers portant sur certaines spéculations ou sur certains aspects structurels.

Ces enquêtes statistiques font partie d'un programme d'enquêtes par sondage pluri-annuel à exécuter peu après le recensement, et sont destinées à être raccordées à ce dernier au moyen d'une *nomenclature ou typologie des exploitations* en cours d'achèvement. La typologie en question tient compte de la nature des spéculations pratiquées, des processus de production et de la taille des entreprises. Elle doit servir de grille de dépouillement et d'étude pour les diverses enquêtes agricoles.

CALENDRIER DES OPÉRATIONS (1)

1. *Établissement du fichier des exploitations* : 55 % en 1969 à compter du mois de mars, 45 % au cours du premier semestre 1970.

2. *Étude des définitions, des instructions et du questionnaire, des méthodes d'enquête et de l'enchaînement des opérations, contacts avec les utilisateurs*, en fin 1968-début 1969.

3. *Essais du questionnaire, des instructions et mesure des temps d'entretien* en mai-juin 1969. 50 exploitations environ ont été visitées dans chaque département, 25 dans des exploitations tirées au sort et 25 dans des exploitations choisies de façon à avoir un bon éventail des difficultés rencontrées (2). Un échantillon représentatif du niveau et de la qualité des

1. Les opérations du recensement sont soumises à la loi du 7 juin 1951 concernant le secret statistique.
2. Un recensement partiel (1/3) des G. A. E. C. a été effectué à cette occasion.

enquêteurs employés dans les enquêtes spécifiques et les enquêtes de structure agricole, a été utilisé pour l'enquête-pilote.

Après l'exécution de l'enquête expérimentale, de légères modifications ont été apportées au formulaire et aux instructions, ainsi qu'une réduction du volume du questionnaire pour rester dans l'enveloppe budgétaire du recensement, le temps moyen d'interview apparaissant trop élevé. Finalement, la durée moyenne de remplissage du questionnaire arrêté définitivement en juillet, s'est élevée à 1 h 1/4-1 h 1/2 pour un prix unitaire compris entre 15 et 18 F.

4. *L'enquête expérimentale a servi de jeu d'essai pour les opérations de contrôle, chiffrement, perforation, analyse et programmation du programme d'incompatibilités* (exhaustivité du fichier, exactitude comptable ou logique, vraisemblance) et des *tableaux d'étude*. Elle a permis de mettre au point l'organisation des chaînes de travail.

5. La période juillet 1969-juin 1970 a été réservée à la *rédaction* des instructions définitives d'enquête, de contrôle, de chiffrement et de perforation, à *l'impression* des questionnaires et instructions, à la *conception* des tableaux d'étude, à *l'analyse et à la programmation* des contrôles d'incompatibilités et des tableaux de résultats.

6. *L'instruction des équipes participant au recensement* a été effectuée en plusieurs phases de juin à septembre 1970. Une demi-douzaine de cadres du S. C. E. E. S. ont dirigé des réunions régionales auxquelles participaient le statisticien régional et les statisticiens départementaux. Ces derniers statisticiens ont assuré la formation des enquêteurs et moniteurs d'enquête à l'occasion de plusieurs réunions départementales. Des séances départementales de recyclage ont été mises en place durant la première partie de la période d'exécution du recensement.

Les équipes départementales comprenaient de 10 à 80 enquêteurs. 5 000 enquêteurs ont été utilisés pour le recensement dans l'ensemble du pays. On comptait en moyenne un moniteur-enquêteur pour 5 enquêteurs.

7. *Le recensement s'est déroulé normalement sur le terrain de septembre 1970 à début avril 1971* (1). Étant donné cet échelonnement, la *publicité* accordée à l'opération a été légère en laissant une large place aux décisions et initiatives départementales. Cette publicité a consisté en articles dans la presse, affiches en mairie et dans les organismes agricoles, lettres aux organisations professionnelles, et en deux courts passages à la télévision. Les *travaux de contrôle, de chiffrement, de perforation et de contrôle d'incompatibilités ont suivi le rythme de collecte des informations dans les exploitations*. La correction des incompatibilités a été décentralisée dans les services provinciaux.

8. Le recensement a fait l'objet d'un *dépouillement rapide* correspondant à la sélection du contenu de deux cartes perforées parmi les données relevées dans chaque questionnaire. Les données ont été reportées sur des bordereaux communaux à raison d'une ligne par exploitation. Cette cartothèque a été soumise à un apurement léger, et elle a été exploitée par le Centre de traitement de l'information du ministère de l'Agriculture. Les résultats ont été diffusés au 4^e trimestre 1971, environ six mois après l'achèvement des opérations sur le terrain.

1. En fonction de leur structure administrative, certains pays effectuent le recensement sur une période beaucoup plus courte de l'ordre d'un mois, avec un plus grand nombre d'enquêteurs souvent. Exemple : Benelux, Italie. Par ailleurs, certains pays partagent le questionnaire en plusieurs tronçons remplis à des reprises différentes, au besoin par sondage. Exemple : R. F. A., Belgique.

L'exploitation détaillée du recensement (12 types de cartes perforées), indépendante de la précédente, a été assurée par l'I. N. S. E. E. Les renseignements seront disponibles au cours du 4^e trimestre 1972 et des 1^{er} et 2^e trimestres 1973.

Des dépouillements et études particuliers seront ensuite entrepris, principalement au ministère de l'Agriculture.

PÉRIODE DE BASE ET CHAMP D'ÉTUDE

1. *La période de base* retenue est celle de la campagne agricole 1969-1970 (1/11 au 31/10) en ce qui concerne l'utilisation du sol, la main-d'œuvre employée, les ventes d'animaux, et les machines utilisées. Le cheptel vif est recensé au jour de l'enquête.

2. Le recensement vise d'abord à couvrir la *branche agricole* (production de produits agricoles) sans descendre toutefois au niveau de simple jardin familial ⁽¹⁾, à condition qu'il y ait obtention d'une production ou d'un revenu non négligeable, et un certain apport de travail, quitte ensuite :

— à isoler les exploitations de subsistance, de retraite, d'agrément ou conservées en tant qu'activité secondaire, selon l'importance et la nature des spéculations et le volume de travail fourni;

— à isoler les exploitations où l'on rencontre plusieurs activités économiques selon que l'activité agricole s'avère être la principale ou non dans l'établissement; on passe ainsi à la notion de *secteur agricole*.

3. Pour les raisons qui viennent d'être évoquées et à des fins de comparabilité avec les enquêtes nationales de structure précédentes et pour satisfaire les demandes de l'O. A. A. et de la C. E. E., les limites des précédentes enquêtes ont été conservées. On a recensé toutes les exploitations ayant 1 ha ou plus de S. A. U. en polyculture ou 0,2 ha ou plus de S. A. U. en cultures spécialisées, ainsi que les exploitations non comprises dans les deux catégories ci-dessus, mais dépassant certains seuils physiques correspondant à une liste de produits (élevages sans terre, production de fleurs ou de champignons, etc.).

4. Compte tenu de l'expérience non concluante du recensement de 1955 où 10 types de questionnaires répartis dans la même proportion avaient été utilisés, afin de limiter le nombre de questions dans un seul formulaire, et compte tenu du fait que certaines questions tombent d'elles-mêmes dans certains types d'exploitations, sans que cette particularité soit une gêne pour les enquêteurs chargés de remplir les formulaires, il a été décidé d'utiliser *un seul type de questionnaire*, ce qui a l'avantage de simplifier la formation des enquêteurs et l'exploitation sur ordinateur.

Par ailleurs, si l'on adopte comme dans d'autres pays deux types de questionnaires : un type simplifié pour les petites unités et un questionnaire plus détaillé et important pour les véritables exploitations, de très grandes difficultés existent pour définir les petites exploitations et établir le questionnaire adéquat dans une catégorie d'exploitation dont les indications relevées sur le fichier ne permettent pas de connaître exactement le type de questionnaire à employer avant d'avoir rempli l'un des deux exemplaires.

1. Il est possible de poser des questions sur le jardin familial, les petits vergers et les petits élevages dans une enquête sur les ménages (recensement, consommation ou emploi, par exemple), ce qui permet de saisir l'autoconsommation existant hors des exploitations agricoles.

Il faut d'ailleurs rappeler que la définition de l'exploitation au recensement est d'ordre statistique et dépourvue de caractère légal : unité économique indépendante soumise à gestion unique, fournissant des produits agricoles, dépassant certaines limites minima et localisée.

DEUXIÈME PARTIE

PARTICULARITÉS ET NOUVEAUTÉS TECHNIQUES DU RECENSEMENT GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE 1970

Le recensement général de l'Agriculture 1970 présente par rapport aux enquêtes de structure 1963 au 1/10 et 1967 au 1/5, un certain nombre de particularités et nouveautés statistiques sur lesquelles il est bon d'attirer l'attention.

1. *Amélioration de la mise à jour du fichier des exploitations agricoles.* Les documents de la *Mutualité sociale agricole* constituent une source administrative qui a été obligatoirement consultée. Quiconque met en valeur ou utilise des terres ou a une activité agricole d'entreprise, est en effet régulièrement astreint à paiement de cotisations annuelles. Cependant des difficultés apparaissent. Les caisses départementales ont une certaine autonomie, et ont un équipement mécanographique ou informatique très variable. Les seuils minima servant à définir l'activité agricole présentent des variantes. Les fichiers sont plus ou moins précis et tenus avec des délais variables. Des écarts de définitions apparaissent. On a eu recours, outre au fichier des assujettis, à ceux des *non-assujettis et des exonérés* ⁽¹⁾. *D'autres sources ont été utilisées* : listes des enquêtes-structures précédentes, ristourne de carburant agricole, fichiers vétérinaires, déclarations annuelles, déclarations de récolte, listes d'agriculteurs au recensement de la population 1968, listes syndicales d'agriculteurs spécialisés (élevages sans terre, maraîchers, apiculteurs, etc.), déclarations de sécheresse ou d'attribution de prime à la vache 1969 ou d'imposition, droits de place sur les marchés, dépouillement de la matrice cadastrale, ratissage avec déplacements sur le terrain en consultant des plans ou la couverture par photo aérienne, en faisant du porte à porte.

Les sources précédentes sont consultées en bureau et appariées. Une *commission communale* a été réunie ensuite en mairie en vertu d'une loi de 1901. Un enquêteur a passé en revue sa liste devant une commission de composition et volume variable. Il la met à jour, tente d'éclaircir les cas douteux, pose des questions permettant de détecter des exploitations omises, se sert des documents disponibles sur place. Des sources et méthodes spéciales ont été utilisées pour les *communes urbaines* où des commissions de quartiers ont été réunies. Il arrive que des exploitations aient été laissées en instance : exploitations temporairement vacantes, en partage, en limite des seuils de définition du champ, en situation juridique complexe : exploitants à l'étranger, à l'hôpital, en prison, etc.

Un bilan de mise à jour a ensuite été établi et a permis de dresser un *état récapitulatif communal* avec nom, prénom, adresse, surface approximative qui a été remis à l'enquêteur qui avait effectué le recensement.

Des *fiches-navettes* ont été établies chaque fois qu'il y avait doute sur la localisation et l'existence de l'exploitation par rapport à une autre commune, ou si l'enquêteur avait détecté une exploitation localisée sur une autre commune, même si cette dernière était également à sa charge.

1. Ce qui permet d'assurer une certaine homogénéité du champ appréhendé dans tous les départements.

La fiche-navette a été créée en 3 exemplaires : un pour l'émetteur, un pour le récepteur, un autre pour le récepteur qui devait renvoyer à l'émetteur après remplissage.

Les soins apportés à la constitution du fichier ont sérieusement amélioré la qualité de ce dernier par rapport aux investigations précédentes (1).

2. Par rapport aux enquêtes de structure précédentes, les *rubriques nouvelles introduites dans le questionnaire sont destinées dans la majorité des cas à améliorer les estimations par méthode indirecte de la valeur de la production et des revenus dans les exploitations* [y.c. estimation du chiffre d'affaires et du R. B. E. (Revenu brut d'exploitation) :

— *localisation plus fine des exploitations* par section cadastrale et quartier urbain dans les communes pour déterminer des unités de sondage plus adaptées lorsque les communes sont très vastes ou pour procéder à des études d'aménagement rural ou d'urbanisation à des niveaux géographiques inférieurs à la commune;

— étude détaillée du *statut juridique* pour les formes évoluées ou particulières qui ne peuvent être saisies qu'à un recensement;

— des *rubriques libres* situées à côté des postes « autres » ont été introduites pour satisfaire les besoins départementaux et régionaux; elles ont été restituées sous cette forme aux services enquêteurs, et ont été regroupées avec les rubriques « autres » correspondant à l'exploitation nationale;

— le *mode de faire-valoir* a été réduit à 3 rubriques pour la surface agricole utile et peut être raccordé aux résultats des enquêtes 1963 et 1955; la question sur la propriété des bâtiments aide à préciser la notion de ferme; le mode de faire-valoir des superficies plantées en *vignes et vergers* est une question nouvelle qui était demandée pour connaître si les agriculteurs investissent ou disposent de plantations sur des terrains ne leur appartenant pas;

— la question sur les *locations saisonnières de bâtiments d'habitation* sert à évaluer des flux financiers extrêmement mal connus et pour satisfaire des demandes des aménagements ruraux pour le développement des zones touristiques ou le maintien d'un certain niveau d'habitation dans des zones déshéritées (montagne);

— les questions sur les *locations verbales et les terres cultivées hors commune* sont destinées à éviter des oublis et à faire apparaître à l'aide de la dernière question en sommant au niveau de chaque commune, les communes « colonisatrices », les questions sur le morcellement des terres en blocs (terres cultivées d'un seul tenant) et parcelles de culture (même culture élémentaire) selon la dimension et la distance ont été laissées de côté, les exploitants ne peuvent répondre correctement à ces rubriques que si l'on dresse l'inventaire complet des parcelles et des blocs, ce qui est beaucoup trop long dans le cadre d'un recensement et ne peut se concevoir que dans une enquête spécifique;

— *développement des rubriques concernant l'utilisation du sol*, ce qui peut être considéré comme une incorporation d'un état brouillon, qui permet de mieux appréhender les surfaces, de mieux décontracter le produit brut départemental dans les exploitations, et d'obtenir des renseignements homogènes France entière pour établir la statistique annuelle 1970 et localiser les cultures; c'est dans cet ordre d'idées que les différentes catégories de semences et le classement des vignes par appellation ont été relevés systématiquement;

1. Les défauts relevés lors de l'utilisation du fichier M. S. A. annuel, le grand nombre d'exploitations : 1 600 000 environ au recensement, les évolutions rapides de ces dernières : 3 % de disparitions et 20 % affectées par des modifications de surface, tous les ans, font qu'il ne paraît pas intéressant d'entreprendre la mise à jour systématique du fichier établi à l'occasion du recensement.

— introduction d'un *questionnaire complémentaire pour les fruits, légumes, fleurs et pépinières*, afin de localiser ces productions et dans le but de disposer de bases de sondage représentatives des divers produits composants pour effectuer des enquêtes spécifiques prévues à l'époque; les bases de sondage faisaient totalement défaut en ce domaine, et celles que l'on peut constituer s'avèrent coûteuses, peu efficaces pour des stratifications, et d'assez mauvaise qualité (cf. expériences des enquêtes fruitières, légumières et florales); l'information recueillie permettra aussi d'améliorer le bilan des fruits et légumes qui demeure flou et lacunaire, à l'aide de questions sur les *arbres isolés récoltés et les cultures associées* et successives pour lesquels aucune information n'existe à ce jour;

— introduction de *questions particulières sur l'irrigation* dans le questionnaire complémentaire, car le problème de l'eau est un problème d'actualité très important dans certaines régions pour lequel peu d'éléments statistiques sont disponibles; les renseignements obtenus pourront être rapprochés du recensement 1970 des ouvrages collectifs d'irrigation en cours de dépouillement;

— la *race dominante* a été demandée pour les bovins afin de localiser les races à l'intérieur des départements et des types d'exploitation, pour améliorer la base de sondage devant servir au tirage des échantillons des enquêtes spécifiques sur la structure du troupeau bovin, pour préciser le classement des vaches dans les catégories laitières et reproductrices, pour affiner les calculs d'U. G. B. (unité gros bétail standard) par exploitation lorsqu'il s'agit de répartir les exploitations en fonction de ce critère synthétique tenant compte des besoins énergétiques des animaux; à l'exception d'une première question sur *l'utilisation des animaux de trait*, toutes les rubriques sur les diverses catégories d'animaux de trait ont été supprimées en raison du faible intérêt actuel de cette question en France;

— la *répartition des porcs selon la catégorie ou le poids*, et non selon l'âge, est destinée à satisfaire les demandes de la Communauté économique européenne, bien que ces rubriques ne soient pas totalement satisfaisantes;

— les questions sur les *volailles autres que les poules*, poulets et lapins et sur les *élevages particuliers* venant parfois en complément de l'activité agricole (élevage piscicole par exemple) ont été introduites en raison de l'exhaustivité de l'opération du recensement et du manque d'informations caractérisant ces élevages; les effectifs des *dindes et oies* sont demandés au 1^{er} septembre en raison de l'hécatombe de ces espèces à l'occasion des fêtes de fin d'année;

— pour chaque espèce animale, on relève le total des animaux présents le jour du passage de l'enquêteur et non à une date fixe en raison de l'imprécision des souvenirs des enquêtés et de l'étendue des opérations du recensement, ainsi que le *potentiel de production qui dépend du nombre de femelles adultes*; les questions sur les *ventes d'animaux ou l'engraissement d'animaux non nés sur la ferme* ou la prise en pension ont été précisées, afin d'isoler les élevages non liés au sol et de repérer des élevages n'ayant pas d'animaux présents, et de disposer d'un élément de stratification dans les enquêtes spécifiques où la « strate O » pose toujours des problèmes; les réponses aux questions posées sont volontairement simples : oui ou non, néanmoins des seuils sont proposés, et il aurait sans doute mieux valu demander combien d'animaux étaient concernés, et retenir les seuils fixés au niveau de l'exploitation informatique seulement (risque de sous-déclaration) (1);

— les rubriques concernant *l'équipement et le matériel d'intérieur* de ferme sont des rubriques nouvelles touchant un domaine où les informations font défaut bien que les dépenses

1. On rappelle que les effectifs animaux relevés dans les enquêtes spécifiques sont affectés d'une erreur d'observation moindre que dans les recensements.

d'investissement collectives ou individuelles y soient importantes ⁽¹⁾; des éléments pour constituer des échantillons adaptés pour des enquêtes spécifiques ont été également rassemblés (exemple : capacité des chambres froides);

— par rapport à l'enquête structure C. E. E. 1967, la liste des *machines d'extérieur de ferme a été comprimée*, elle comprend les principales machines définies sans ambiguïté ou des groupes de machines perfectionnées effectuant un travail similaire ⁽²⁾;

— la *puissance nominale des tracteurs* est demandée directement avec répartition en 4 classes pour alléger les relevés, sans passer, comme dans les enquêtes précédentes par l'intermédiaire de la marque et du type pour relever avec exactitude ce renseignement, toutefois pour régler les cas douteux les enquêteurs ont été munis d'une nomenclature donnant la puissance nominale en fonction de la marque et du type des tracteurs;

— les questions sur les *voitures utilitaires, camionnettes et camions* visaient à dénombrer les véhicules possédés par les agriculteurs ayant une utilisation un tant soit peu agricole, ce renseignement manquait et permet d'évaluer des frais d'entretien et de réparation;

— le nombre de *copropriétaires*, qui permet de passer au dénombrement du parc des machines, n'est pas demandé; *l'utilisation de machines extérieures* provenant d'entreprises de travaux agricoles et d'exploitations agricoles (entraide) a été regroupée, car les réponses sont floues et 2/3 des entrepreneurs sont en même temps exploitants; les C. U. M. A. et E. T. A. font par ailleurs l'objet d'un recensement annexe;

— il n'était pas question de refaire au recensement une étude développée de la *coopération*, puisqu'un recensement des coopératives et S. I. C. A. a été effectué en 1966, et qu'une enquête annuelle apporte des renseignements réguliers depuis cette date, de plus une étude détaillée permettant de relier les caractéristiques des exploitations à celles des coopératives avec lesquelles elles sont en liaison dans l'enquête structure C. E. E. 1967 est en cours d'exploitation; les questions sur les produits faisant l'objet de *contrats* ont été réduites au minimum; les questions sur la *comptabilité* ont été condensées en une seule rubrique assez restrictive; les *dépenses techniques* ont été exclues du formulaire en prévision d'une enquête spécifique sur la structure des charges qui devait donner en 1973 des renseignements plus riches et détaillés;

— les agriculteurs ne connaissant pas exactement leur régime d'imposition exact, il a paru préférable de demander à la D. G. I. les listes *d'agriculteurs ayant opté pour la T. V. A.* et de reporter ce renseignement sur les questionnaires correspondants, plutôt que de poser la question directement; la même procédure avait été prévue pour connaître les *caractéristiques des exploitants ayant adhéré à un groupement de producteurs* à partir de listes fournies par les groupements, car les agriculteurs membres d'une coopérative ne savent pas si cette dernière est en même temps groupement de producteurs; faute de crédits suffisants ce travail de rapprochement *a posteriori* n'a pu être entrepris;

— une question sur la *nationalité du chef d'exploitation* a été introduite pour la 1^{re} fois à la date repère de 1970, année prévue pour l'autorisation du libre établissement et de la libre circulation à l'intérieur des pays de la C. E. E.;

— le tableau sur *l'analyse de la famille et de la main-d'œuvre de l'exploitation* ne comprend plus comme dans les enquêtes précédentes, un décompte des jours de travail de chaque

1. Seules quelques informations ont été recueillies sur le sujet dans l'enquête bâtiments d'habitation et d'exploitation en 1966.

2. Une enquête spécifique sur la mécanisation des exploitations devrait être effectuée en 1973.

personne, mais des *classes de temps de travail annuel* : 0, moins de 1/4, 1/4 à 1/2, 1/2 à moins de 1, temps complet (300 jours de 8 heures et plus ou 2 400 heures et plus); cette décision a été prise compte tenu des enquêtes précédentes où il est apparu que cette partie du questionnaire était longue à remplir, lassait les enquêtés, et donnait des renseignements individuels précis à 20 % près;

— le *nombre total d'enfants vivants* et le *lien de parenté* de chaque membre de la famille vivant ou travaillant sur l'exploitation avec le chef de l'exploitation permettent d'étudier la *probabilité de succession dans les fermes* comme cela avait déjà été fait dans les enquêtes précédentes;

— la *nature des activités extérieures* a été conservée et détaillée, ainsi que la nature des cours suivis par les étudiants; la *nature des retraites* a été demandée pour la première fois; un *chiffrement avec raccord et complément au code socioprofessionnel à 2 chiffres* est prévu; une *question sur l'exercice à titre principal ou non de l'activité rémunérée* a été posée pour effectuer des comparaisons avec le recensement de la population qui définit l'activité exercée à titre principal et la population des ménages d'exploitants agricoles comme la population vivant dans des ménages dont le chef exerce la profession d'exploitant à titre principal; enfin, une nouvelle question sur la *recherche éventuelle d'un travail hors de l'exploitation* aborde pour la 1^{re} fois le problème du chômage en agriculture;

— les *études suivies par les enfants* au moment du recensement permettront de faire un modèle de scolarisation des enfants d'agriculteurs et d'estimer les entrants et non entrants dans l'agriculture; le *niveau de formation du chef d'exploitation* est par ailleurs estimé sommairement;

— un *code position* permet d'éviter des oublis de personnes n'ayant travaillé qu'une fraction de l'année sur la ferme, et de parvenir à une estimation des effectifs employés dans l'Agriculture pendant une campagne agricole, ainsi qu'à un décompte d'emplois de salariés;

— les questions sur les *activités non agricoles de l'exploitation agricole* sont entièrement nouvelles et sont destinées à analyser l'environnement économique des exploitations et les établissements où l'activité agricole existante est la principale ou non, ce qui permet d'isoler le secteur agricole et d'étudier pour la 1^{re} fois les relations qui existent entre le secteur agricole et les autres secteurs d'activité économique, d'amont ou d'aval en particulier.

Remarques sur quelques points particuliers

— Les rubriques « dont » ont été évitées autant que possible, ainsi que les mots terminés en « able » qui impliquent un jugement subjectif.

— Les passages du questionnaire les plus longs à remplir concernent l'utilisation du sol et la description de la famille et de la main-d'œuvre. Le cadre utilisation du sol se remplit en notant d'abord la surface totale et les surfaces agricoles utile et utilisée, puis en passant en revue les rubriques détaillées, on s'efforce ensuite de réduire les discordances quand elles apparaissent après sommation des rubriques élémentaires.

— On éprouve des difficultés à distinguer les prairies temporaires, les prairies permanentes, les parcours et landes productifs, les landes et friches non productives, les bois et forêts, car on passe insensiblement d'une catégorie à l'autre, et l'utilisation annuelle dépend des circonstances climatologiques. Malgré des définitions précises, une frange floue subsiste qui ne peut être réduite par augmentation des rubriques, au contraire. Des difficultés apparaissent également pour éclater les vignes à raisin de cuve et de table dans le cas d'une produc-

tion à deux fins, et pour séparer la culture des légumes de plein champ de celle des légumes en maraîchage, en raison des diversités climatiques et des tarifs fiscaux. Le maraîchage est défini comme la culture des légumes sur la même parcelle, pendant 4 ans ou plus. La superficie développée en maraîchage n'a été demandée que dans les principales zones de production.

— Toute exploitation ayant produit, mais ayant disparu au cours de la campagne agricole de référence a été recensée. Les exploitations vacantes ont été dénombrées et classées à part.

3. Opérations internes au R. G. A.

— Dépouillement sommaire et exploitation exhaustive

Un dépouillement sommaire absolument indépendant du dépouillement détaillé a été entrepris sur l'ordinateur du Ministère de l'Agriculture. Il comprenait une sélection de renseignements relevés dans tous les questionnaires du recensement. Ces premiers résultats ont été disponibles 6 mois après la fin des opérations sur le terrain, tandis qu'il a fallu compter 18 mois pour obtenir les renseignements définitifs détaillés (1).

— Traitement particulier de deux échantillons au 1/10 et au 1/5

Pendant l'exécution du recensement de septembre 1970 à avril 1971, il a été procédé à la réalisation à époque fixe des échantillons de l'enquête C. E. E. 1967 au 1/5 en novembre-décembre 1970 et de l'enquête structure échantillon-maître 1963 au 1/10 en février-mars 1971. Si l'on met à part les communes urbaines (échantillon d'exploitations) il s'agit de communes enquêtées entièrement dans ces deux échantillons.

Les renseignements relatifs à ces deux échantillons ont été exploités et extrapolés à part (2). Ils donnent la possibilité :

— d'obtenir des *données sur le cheptel présent dans les fermes plus précises que celles observées dans le recensement exhaustif*, car les questionnaires ont été établis pendant un intervalle de temps limité et non sur une période de 7 mois qui conduit à recueillir des renseignements hétérogènes pour les effectifs des catégories animales affectées par les variations saisonnières (bovins, ovins, volailles) ou cycliques (porcins). Aussi les renseignements obtenus dans les deux échantillons peuvent servir à établir des coefficients généraux de redressement des effectifs enregistrés dans la totalité des documents du recensement (3);

— de dépouiller en priorité et à part dans le recensement général de l'Agriculture 1970, l'échantillon d'exploitation visité lors de l'enquête structure C. E. E. au 1/5 1967, afin d'entreprendre des *études d'évolution des structures assez fines portant sur les mêmes exploitations observées à trois ans d'intervalle*. Cette procédure permet d'éliminer les erreurs aléatoires dues au fait qu'en 1967 un échantillon d'exploitains a été interrogé et non l'ensemble des agriculteurs comme en 1970; le même travail sera effectué sur l'échantillon 1963 au 1/10;

— de rapprocher systématiquement *exploitation par exploitation la situation au recensement de 1970 avec celle observée en 1967 ou 1963* selon les mêmes définitions. Il est ainsi possible de connaître les causes et la nature des disparitions et d'*analyser l'évolution des*

1. L'emploi de procédés modernes d'exploitation encore imparfaitement mis au point : lecture optique et bande perforée, n'a pas été retenu.

2. A l'origine deux autres échantillons au 1/10 devaient être également exécutés à époque fixe pendant la période censitaire, afin de garantir une bonne dispersion géographique et temporelle des opérations, il a fallu renoncer à ceux-ci en raison des difficultés de mobilité du réseau d'enquêteurs.

3. Comme on dispose de la date d'enquête inscrite sur chaque questionnaire R. G. A. et des effectifs relevés tous les mois dans les enquêtes spécifiques sur les productions animales, on pourra procéder à une étude détaillée des variations saisonnières du cheptel au R. G. A.

exploitations au cours des 3 ou 7 dernières années précédant 1970. Les informations recueillies offrent la possibilité d'examiner les disparitions ou créations, et les changements intervenus dans les unités de production pérennes classées selon divers critères (S. A. U., U. G. B., main-d'œuvre, nombre de bovins, de vaches, de tracteurs, etc.) et d'élaborer des projections à l'aide des techniques d'analyse matricielle et chaînes de Markov.

4. *Études particulières*

Une étude actuellement en cours d'achèvement au S. C. E. E. S. sur un échantillon tiré dans l'enquête structure C. E. E. 1967 traité à l'aide de la méthode d'analyse des correspondances conduit à l'établissement scientifique d'une *typologie des exploitations* qui servira à dépouiller le recensement selon cette grille de classification tenant compte des spéculations, des processus de production et de la dimension des fermes. La typologie permettra de décomposer les exploitations en grands groupes homogènes à l'intérieur de chaque groupe et hétérogènes entre les groupes, donc de décomposer l'Agriculture en sous-secteurs dont on pourra suivre l'évolution dans le temps, et qui pourra servir de plan de stratification pour les enquêtes spécifiques et de critère de dépouillement commun à toutes les enquêtes. On pourra en particulier effectuer une analyse matricielle sur les exploitations classées par type en 1967 et 1970, et procéder à des projections. On examinera également les *associations de machines d'élevages et de cultures spécialisées* dans les exploitations, ainsi que les associations d'élevages et de cultures.

— Les éléments contenus dans les questionnaires sont également assez nombreux pour répartir la production agricole finale nationale et départementale selon les clés physiques attachées à chaque produit relevé, afin de *calculer par voie indirecte la valeur brute ou le revenu brut d'exploitation* pour classer les unités de production selon ce critère.

— Les renseignements relevés sur la famille du chef d'exploitation permettent de mieux connaître les *revenus non agricoles et sociaux des agriculteurs* (professions exercées hors de la ferme, nature des retraites, activités d'aval ou d'amont liées à l'exploitation agricole, nombre d'enfants et études suivies par ces derniers, etc.).

Les informations notées sur les études de chaque enfant à la charge de l'exploitant, donnent par ailleurs la possibilité d'analyser, au moyen de modèles de scolarisation par exemple, la *scolarisation, la formation et les motifs éventuels de non entrée ou d'entrée dans l'Agriculture des enfants des chefs d'exploitation* répartis par sexe et âge en fonction de certains critères explicatifs : taille et revenu de l'exploitation ou de la famille, nombre total d'enfants, éloignement des établissements scolaires et catégorie de commune, etc. L'étude détaillée de *l'Agriculture à temps partiel* commencée dans les enquêtes structure 1963 et 1967 sera poursuivie, ainsi que celle sur les *probabilités de succession* des chefs d'exploitation en place ayant plus de 50 ans.

— En raison de son exhaustivité, le recensement donnera la possibilité d'étudier les exploitations ayant des *spéculations nouvelles ou mal connues* : veaux de batterie, baby-beefs, élevages industriels de porcs et de volailles, élevage de gibier, horticulture florale. On pourra de même analyser les *grandes unités de production et G. A. E. C.* pour en retirer des indications utiles pour les projections.

— Les *données recueillies sur les exploitations localisées à leur siège pourront être ventilées par catégorie de communes*, par commune remembrée ou non, par zone de montagne ou selon l'altitude au chef-lieu de la commune, et d'une façon générale selon les *caractéristiques des*

communes disponibles par ailleurs, exemple : présence ou proximité de certains services (lycées, médecins, vétérinaires, mécaniciens agricoles, etc.).

— Les *régions agricoles* actuelles résultent d'un découpage non exempt de critiques, établi vers 1950-1954 à partir des résultats de l'enquête agricole de 1942. Les structures agricoles ont changé assez sensiblement depuis. La possibilité de recourir à l'ordinateur permet en outre d'établir des partitions plus homogènes et scientifiques. Ces facteurs conduisent à envisager l'étude et la remise à jour des régions agricoles au 2^e semestre 1973.

— L'enquête annuelle 1971 sur les *rendements céréaliers* (blé, orge, maïs) lancée avec un échantillon étoffé permet de rapprocher systématiquement les résultats relevés dans cette enquête spécifique de ceux concernant les facteurs structurels enregistrés peu avant au R. G. A. qui se trouvent ainsi complétés. On peut également faire la même remarque pour l'enquête *production laitière à la ferme et rendement laitier des vaches* effectuée sur un échantillon de 3 500 exploitations en 1969-1970, ainsi que pour l'enquête *annuelle salaires 1972* à échantillon renforcé et l'enquête *structure du troupeau bovin au 1^{er} novembre 1972*.

5. Opérations statistiques annexes au R. G. A.

— L'enquête communale 1969-1970 a permis de recueillir des données géographiques supplémentaires et de connaître la répartition de certaines catégories de territoire dans les limites communales. Il faut en effet rappeler que l'on ne peut étudier dans le Recensement de l'Agriculture que l'ensemble des terres dépendant des exploitations qui ont leur siège dans la commune.

— L'enquête a aussi rassemblé des données sur l'environnement rural des exploitations : équipements, services et aspects touristiques des communes. Seules ont été demandées les informations qui n'existent pas sous forme centralisée, ces dernières faisant l'objet d'une collecte et d'une mise sur bande rajoutée aux renseignements recueillis directement. Il sera donc possible lors de l'exploitation de l'enquête communale et du Recensement de l'Agriculture, de dresser une typologie des communes, et d'étudier les exploitations agricoles selon leur environnement et leur possibilité d'accès à certains services et équipements dans les communes-sièges.

— Le recensement 1970 des C. U. M. A. et entreprises de travaux agricoles a touché respectivement 9 300 et 19 100 (dont 2/3 d'exploitants) unités approximativement. Il permet de compléter l'inventaire obtenu au recensement de l'Agriculture concernant les machines et la main-d'œuvre utilisées dans l'Agriculture. Il termine aussi l'étude de la coopération en Agriculture entreprise avec le R. G. C. A. de 1966 mis à jour par l'enquête annuelle coopératives. Le recensement des E. T. A. et C. U. M. A. apporte aussi des informations inédites sur un poste des services fournis à l'Agriculture mal connu dans la comptabilité nationale agricole.

— Le recensement des unités pastorales 1971 en zone de montagne (4 230 communes) a été exécuté à la demande et avec l'aide de l'I. N. E. R. M. Il analyse non seulement les unités utilisées privativement prises en compte au R. G. A., mais aussi les superficies fourragères exploitées collectivement qui n'ont pas été comprises dans la surface des exploitations enregistrées au R. G. A. L'unité pastorale a été définie comme une surface enherbée constituée par une unité géographique d'un seul tenant située généralement au-dessus de la zone d'habitat permanent et des zones cultivées et utilisée seulement une partie de l'année pour nourrir un même troupeau composé d'une ou plusieurs espèces ou plusieurs troupeaux successifs

sans retour journalier sur les lieux d'hivernage. Cette définition fait abstraction de la notion de propriété du sol et des animaux. Le questionnaire contenait pour chaque unité pastorale analysée en commune, une description géographique des unités pastorales, la nature des propriétaires et des utilisateurs et le mode de faire-valoir, la localisation des exploitations utilisatrices et les communes d'appartenance des bovins et ovins, les périodes d'utilisation et les effectifs des animaux ayant passé sur l'unité pastorale classés par espèce, catégorie et âge (et race pour les bovins), l'accès, le gardiennage et l'équipement de l'unité, ainsi que les aptitudes touristiques. On a ainsi recensé au début de 1972, 9 400 unités utilisées et 2 300 unités potentielles.

— Une enquête sur les structures sylvicoles était prévue pour 1971 et a dû être reportée pour des raisons budgétaires. Cette étude aurait permis de recenser simultanément pour la première fois en France l'Agriculture et la Sylviculture, ainsi qu'il est fait dans d'assez nombreux pays étrangers. Les informations sur la sylviculture sont extrêmement pauvres et partielles en France.

6. Enquête de contrôle

L'enquête de contrôle vise à connaître les erreurs d'observation en fournissant des coefficients de redressement éventuels et à apprécier la qualité du recensement. Une enquête de contrôle présente des difficultés propres. Elle a pour objectif de tester les déclarations des enquêtés, les erreurs des enquêteurs, la nature et la formulation des rubriques du questionnaire, ainsi que l'exhaustivité du champ couvert. L'enquête doit être indépendante du R. G. A.

— Si l'on effectue des mesures et des comptages, le coût de l'opération est élevé, et il faut faire les relevés au même moment que le recensement. Il faut procéder par sondage en commune, en allant sur le terrain avec les plans cadastraux, et en pénétrant dans les fermes. L'enquête se heurte alors à des inconvénients d'ordre psychologique.

— Si l'on repasse après le recensement, faut-il employer les mêmes enquêteurs ou les meilleurs enquêteurs? Faut-il poser les mêmes questions ou d'autres questions plus nombreuses? Faut-il donner à l'enquêteur le questionnaire établi ou non avant de poser les mêmes questions? Le contrôle étant effectué à une époque différente, il faut tenir compte du vieillissement des souvenirs des agriculteurs interrogés pour la seconde fois.

L'enquête de contrôle par sondage organisée a évité ces inconvénients d'ordre méthodologique et psychologique. Elle permet de connaître le degré de précision du recensement quant à l'exhaustivité du fichier, quant à l'étendue et à la répartition des terres des exploitations comparées aux déclarations des agriculteurs au recensement.

Dans l'enquête annuelle utilisation du sol, dite aussi contrôle de surface, à la fin et au début de l'été 1970, un enquêteur est passé observer un échantillon de 6 points tirés au sort et situés en diagonale sur la partie centrale de 100 photos aérienne de la couverture I. G. N. du territoire national, elles-mêmes tirées au sort dans chaque département. Cet échantillon de 60 000 points environ (sous-échantillon au 1/12 de l'enquête annuelle utilisation du sol où chaque point représente x hectares dans le sondage de chaque département) a donc fait l'objet d'un déplacement sur le terrain et d'une observation directe de la végétation par un enquêteur avant le recensement *sans aucune déclaration* d'enquêté. Au printemps 1971, une fois le recensement achevé, un enquêteur a repéré, en mairie ou en se déplaçant au besoin sur le terrain, par qui la parcelle comprenant le point était mise en valeur, ou qui en avait la jouissance. Il a recherché ensuite si la personne physique ou morale ainsi déterminée était à la

tête d'une unité de production agricole satisfaisant ou non aux définitions de l'exploitation retenue au R. G. A. (1). Dans le cas d'une réponse positive, on a regardé si le questionnaire du recensement existait effectivement et comprenait l'utilisation du sol observée. Il est ensuite possible de *détecter les biais* éventuels des déclarations d'exploitants, en comparant l'utilisation du sol *relevée au recensement* à l'étendue extrapolée et à la répartition des cultures *observées* en des points rattachés aux exploitations agricoles dans l'enquête de contrôle selon une nomenclature commune pour une même campagne agricole de référence avec le R. G. A.

L'enquête de contrôle a posé des problèmes nouveaux en raison du soin et de l'esprit critique exigé des enquêteurs et du personnel d'encadrement pour cette opération statistique précise, délicate et inusuelle.

L'enquête de par sa conception, est peu efficace pour détecter les exploitations sans terre. Par contre, elle a permis de retrouver la proportion d'exploitations omises pour diverses raisons : exploitations en limite des seuils de définition, pertes de documents lors des opérations de dépouillement, exploitations en bordure des frontières administratives séparant les équipes d'enquête départementales, etc. Elle a donné aussi la possibilité de mesurer les surfaces utilisées collectivement hors des exploitations, les surfaces boisées rattachées à des exploitations, et de constater d'après les premiers résultats fragmentaires que les superficies en terres labourables étaient légèrement minorées au bénéfice des surfaces enherbées.

7. *Étude de la qualité des données rassemblées au Recensement de l'Agriculture.*

— Outre l'enquête de contrôle, il est possible d'apprécier selon les régions agricoles, les catégories de communes, les catégories d'enquêteurs, etc., *l'efficacité des méthodes et du coût d'établissement et de mise à jour des fichiers d'exploitations*, pour lesquels il faut signaler l'innovation de l'utilisation de fiches-navettes permettant de repérer des doubles comptes ou omissions. Les *sous-produits statistiques issus des opérations de mise à jour* sont comparés dans chaque commune aux résultats correspondants définitifs du recensement avec ventilation des exploitations en deux classes : « moins de 1 ha » et « 1 ha et plus ».

— Il a été procédé au *comptage des différents types d'erreurs relevés lors du contrôle des incompatibilités avant mise sur bande magnétique* définitive pour exploitation détaillée sur ordinateur, après trois passages successifs. Les erreurs imputables à la perforation ont été défalquées dans cette statistique d'incompatibilités. Cette statistique d'erreur sera disponible, selon un certain nombre de critères (régions agricole, catégorie de commune, catégorie d'enquêteur et de moniteur d'enquête, etc.). Elle permettra de connaître certains points faibles du questionnaire et des instructions, et elle donnera des indications sur la qualité des réponses et du travail du personnel d'enquête et de contrôle. A l'origine, cette statistique d'erreurs devait donner des indications pour moduler le paiement des enquêteurs en fonction de la qualité des documents remplis (qualité dont il est nécessaire de s'assurer auprès de l'encadrement départemental qu'elle est effective, et non pas seulement apparente). Il a fallu renoncer à ce projet en raison des décalages trop étalés dans le temps entre le premier passage d'incompatibilités, dont il convenait ensuite de séparer les erreurs de perforation dans le total relevé, avec la collecte sur le terrain. Il était de plus nécessaire de connaître l'avis des statisticiens départementaux et régionaux pour apprécier les qualités ou défauts à imputer aux enquêteurs, aux moniteurs et aux contrôleurs.

1. L'enquête de contrôle a le mérite de raccorder l'enquête annuelle utilisation du sol couvrant l'ensemble du territoire au champ compris dans les seules exploitations agricoles suivi dans les enquêtes statistiques habituelles.

— Une *analyse critique des résultats obtenus au recensement comparés avec les diverses autres sources existantes* est en cours au S. C. E. E. S. Ces sources peuvent être d'autres investigations statistiques indépendantes (1) ou des sous-produits d'activités administratives ou réglementaires.

— Une *comparaison des renseignements particuliers obtenus au R. G. A. avec ceux rassemblés dans des enquêtes spécifiques exécutées sur des échantillons aléatoires à des époques voisines est en cours, exploitation par exploitation*. Ce rapprochement de couples d'observations touche 4 enquêtes :

le *réseau d'information comptable* comprenant 3 000 exploitations suivies pendant l'exercice comptable 1970; l'étude concerne les principales catégories de cultures et de cheptels le chef d'exploitation, la main-d'œuvre et l'équipement;

l'*enquête structure des vergers* exécutée fin 1969-début 1970 à partir d'une base de sondage aréolaire tirée dans l'enquête annuelle utilisation du sol; l'enquête couvre environ 8 000 exploitations fruitières; il s'agit de vérifier que ces exploitations ont bien été recensées au R. G. A., comprennent des surfaces fruitières pour les 6 espèces étudiées dans l'enquête et que ces surfaces sont compatibles (2); en cas de divergence des explications sont recherchées :

- disparition, fusion ou éclatement d'exploitation;
- arrachages d'arbres fruitiers, cultures associées, densité de plantation;
- etc.;

l'*enquête rendements céréaliers 1971* a touché environ 15 000 exploitations pour lesquelles les superficies 1970 ont été demandées, ainsi que celles de 1971 et des parcelles 1971 ont été mesurées après déclaration en une seconde phase lorsque les enquêteurs ont effectué des prélèvements pour mesurer les rendements; les renseignements sont comparés systématiquement à ceux du recensement dans les mêmes exploitations pour : le dénombrement des unités, la surface agricole utilisée, les terres labourables et les superficies en céréales;

l'enquête sur la *structure du cheptel porcin* réalisée aux alentours du 1^{er} décembre 1970, pendant le recensement, auprès de 9 000 exploitations permet de comparer les effectifs déclarés au cours de deux investigations différentes.

8. R. G. A. dans les D. O. M.

Des problèmes propres apparaissent :

— *absence de listes complètes d'exploitants* dans des documents administratifs ou professionnels (cadastre, sécurité sociale, liste électorale, livreurs de bananes, de cannes à sucre, de plantes à parfum, etc., qui comportent des doubles comptes ou éclatements fictifs), ce qui exige de constituer un fichier des exploitations préalable au recensement par balayage systématique sur le terrain;

— adaptation aux *caractères sociologiques particuliers* du milieu agricole, ainsi qu'aux *difficultés psychologiques plus nombreuses* qu'en métropole : instabilité plus grande des familles, patois créole, mode de faire-valoir du colonat plus mobile, très grandes et petites exploitations, cultures sur abattis en Guyane, etc.;

1. Le recensement des unités pastorales a montré que des élevages nomadisants ou transhumants ont été omis. Ces omissions peuvent être dénombrées. De même l'enquête prévue en 1973 sur les élevages de gibier permettra d'étudier l'exhaustivité du R. G. A. pour cette catégorie particulière d'exploitations.

2. Des écarts globaux assez importants apparaissent.

— *adaptation des méthodes et des questionnaires* aux divers types d'exploitations, aux structures agraires, aux espèces botaniques, au climat tropical (existence de plusieurs récoltes annuelles pour certaines cultures, importance des cultures successives et associées, etc.);

— adaptation à un *cadre administratif un peu différent* de celui de la métropole; *implantation relativement récente de la statistique agricole* (1968-1969) entraînant un manque de tradition des enquêtes et la sélection et formation d'équipes d'enquêteurs; le coût des enquêtes est double de celui de la métropole dans les D. O. M.

Département	Guyane (*)	Guadeloupe	Martinique	Réunion
Nombre d'exploitations	1 700	22 400	29 000	25 000
Établissement du fichier des exploitants	1967-1968 et mise à jour annuelle depuis 1970	fin 1969 à mi-1972 (1)	mi 1971 au 4 ^e trimestre 1972	1969-1970 (à partir du cadastre)
Recensement	Sondage au 1/5 ^e sur 1 500 exploitation traditionnelles (abattis) en 1969. Recensement de 200 exploitations en culture et élevage fixes en 1971.	Recensement exhaustif des grandes exploitations. Sondage dans les autres unités avec taux dégressifs selon la taille au cours du 2 ^e semestre 1972 et du début 1973 avec un questionnaire identique dans les 2 départements. 4 000 à 5 000 exploitations visitées dans chaque département.		Recensement exhaustif de juin 1970 à février 1971 et recensement des propriétaires (14 000)
Enquête de contrôle	Mesure de la surface et des rendements dans les abattis, enquête au 1/30 en 1971-1972.	Prévue en 1973 sur le modèle de la Réunion.		Dénombrement et recensement sommaire dans 1/10 des sections de cadastre en 1972, mesure des surfaces dans 350 exploitations.

1. Établissement du fichier dans les dépendances en 1973, ces dernières ne sont pas comprises dans les travaux évoqués, Marie Galante mise à part.

2. Exploitations de la zone côtière seulement.

M. LENCO

Service central des enquêtes et études statistiques du ministère de l'Agriculture